

Observations sur le colonialisme et les nations-Etats de l'Afrique post-coloniale

par Marion MUSHKAT

Professeur à l'Université de Tel-Aviv
et directeur de l'Institut Israélien des Affaires Internationales.

★

Inutile de souligner qu'il est impossible d'atteindre le fond des problèmes de la société par une comparaison automatique entre la situation actuelle et celle qui a existé dans le passé, même il y a soixante ou soixante-dix ans.

Toutefois, la tendance apparaissant fréquemment dans les recherches importantes sur l'Afrique semble bien justifiée. Elle consiste à indiquer le parallèle existant entre la lutte des classes ouvrières en Europe à la fin du siècle dernier, celle des peuples libérés, en général, et du continent noir en particulier. On a remarqué que dans les deux cas les exigences étaient liées à l'effort vers une plus grande démocratie de la société et de sa reprise économique et à l'avancement des personnes défavorisées : les travailleurs dans le premier cas et les peuples dans le deuxième cas — en améliorant leur condition matérielle et leur statut juridique.

Les changements sont atteints, entre autres, par la suppression ou par le changement important des systèmes juridique, politique et socio-économique qui leur avaient été imposés en conséquence d'un monopole des privilèges d'une part et d'une discrimination d'autre part; ceci sur le plan national quand il s'agissait des anciennes couches déshéritées dans les pays que l'on compte aujourd'hui parmi les pays développés et sur le plan international quand cela concerne les peuples qui sortent seulement maintenant de la servitude à la liberté.

Grâce à la législation politique et sociale qui contient des facteurs de compromis social, la plupart des pays occidentaux sont devenus des Etats de démocratie moderne, de bien-être et quelquefois même de réalisation d'un minimum de justice sociale et d'aisance générale alors que les moyens de production n'ont pas été enlevés à leurs propriétaires et que seuls les privilèges ont été limités.

Par contre, partout où les classes dominantes étaient intransigeantes en refusant d'aller dans la voie de la concession, on a provoqué une révolution. Comme ce fut le cas dans l'Europe de l'Est, ces classes ont été chassées de la scène politique, ce qui a apporté un régime entièrement nouveau (1). La situation est identique dans les pays opprimés. A chaque endroit où les anciens dirigeants ont aidé au changement et ont facilité le passage à la liberté et au progrès social, des conditions se sont créées pour une évolution. Ceci, en coopération avec tous les partis pour la continuation des bases du régime et de la légalité par une modification lente et progressive.

Quand les dominés et les opprimés n'avaient pas le choix — la violence, la confusion, la souffrance et les pertes en hommes et en biens, qui en sont la conséquence, ont balayé et de toute évidence balayeront tôt ou tard le poids de la contrainte, la discrimination et les vexations; cette fois il ne s'agit plus d'une lutte des classes dans un Etat ou dans un autre, mais d'un affrontement entre des peuples.

Dans la société internationale on reconnaît de plus en plus qu'il faut tout faire pour éviter un tel affrontement avec toutes ses conséquences; de là également, l'évolution dans le droit international, dans la direction d'un droit du bien-être, la vraie égalité et liberté pour tous les peuples. En effet, les efforts entrepris dans ce domaine ne satisfont pas les nations que cela concerne. Donc, le parallèle mentionné plus haut, sur les conséquences possibles de la lutte pour la liberté qui continue plus fort dans toutes les parties d'Afrique, semble convaincant.

On peut découvrir spécialement dans les contacts avec des Africains que beaucoup d'entre eux, en dehors de leur origine, classe et opinions, pensent qu'ils appartiennent à une couche opprimée, les plébiens de la société internationale qui a pour devoir de les aider à briser les restes de leurs chaînes politiques et à réparer leur situation. Au cas où cela ne serait pas réalisé d'une manière réelle et rapide il n'y aurait aucune échappatoire à une catastrophe et à des conflits comme ceux qui ont secoué divers pays d'Europe dans le passé et quelques colonies qui ont obtenu leur indépendance par suite de guerres sanglantes — ce qui pourrait mettre en danger la paix dans le monde.

De plus, les Africains considèrent leur situation comme exceptionnelle qui demande un traitement avec des mesures spéciales. Ils refusent les conceptions concernant les explications de leur état arriéré et la programmation des voies de leur développement basées sur l'expérience d'autres

(1) Cf A.V. RÖLING, *International Law in an expanded World*, Amsterdam, 1960, pp. 56 et ss et G. LAGOS, *International Stratification and Atimia, International Stratification and Underdeveloped Countries*; The Univ. of Carolina, 1963, pp. 3 et ss.

nations. Ces conceptions sont largement répandues en Occident et sont en usage dans les pays de l'Est.

Dans la théorie occidentale, chez les extrémistes surtout, l'importance est mise sur les éléments géographiques, climatiques, raciaux, psychologiques, éléments objectifs; sa négation par les Africains est évidente, aussi à cause de leur caractère déterminant qui ne laisse pas beaucoup de place à des espoirs de changement, du moins de changement rapide.

La définition léniniste de l'impérialisme est le point de départ de la théorie communiste qui identifie ce régime au colonialisme dans lequel Lénine voit la raison principale de l'asservissement et du retard. Cette attitude parle bien sûr au cœur de beaucoup d'Africains car elle met le blâme de l'oppression sur d'autres et les acquitte de toute culpabilité et responsabilité (2).

Comme on le sait, Lénine a considéré l'impérialisme comme une certaine phase dans le développement du régime capitaliste où se cristallise la domination des monopoles et des capitaux financiers, où l'importance de l'exportation des capitaux s'accroît, où commence un partage du monde par les trusts internationaux et où vient à sa fin le partage de la surface de la terre par les puissances (3).

Les intellectuels africains savent, en réalité, parfaitement bien que la conquête de leur territoire a commencé longtemps avant que n'ait commencé le régime capitaliste et la politique impérialiste, politique d'expansion et de conquête des nations étrangères, ce qui constitue à côté de la politique de coopération un des deux courants au niveau des relations internationales qui accompagnent l'histoire humaine depuis l'écroulement de la société primitive et le début de la croissance de l'État (4).

Il est évident que cette politique ayant beaucoup de formes et de moyens, et seulement un de ces moyens est lié au colonialisme (5). Dans le courant de l'histoire il y eut d'ailleurs des conquérants qui se contentaient d'étendre leur souveraineté ou de faire régner les fondements de leur régime, de leur religion, de leurs idées. Ils n'avaient pas pour but l'oppression sociale des conquis qui avaient quelquefois la possibilité de s'assimiler et de prendre part au nouveau régime, quelquefois même sans renoncer à leur existence nationale.

(2) Cf K.W. GRUNDY, « African Explanation of Underdevelopment » ; *The Review of Politics*, n° 1/1966, pp. 74-75.

(3) LENIN, *Œuvres*, Edit. pol. v. 11, p. 304.

(4) M. MUSHKAT, *Coopération Internationale* (Hébreu), Tel-Aviv, 1961, pp. 238 et 393.

(5) Cf H. KOHN, In *The idea of colonialism*, edit. by Strausz-Hupé and L. Hazard, London, 1958, pp. 2-16 and Qu. WRIGHT, *The Study of International Relations*, New York, 1955, p. 181.

Les formes de sujétion étaient et sont restées fort diverses (6). Du point de vue du droit international, elles étaient tout d'abord reliées à un contrôle étatique (7). C'est pourquoi, supprimer la capacité d'agir d'une manière indépendante dans l'arène internationale et de transmettre les pouvoirs dans ce domaine aux conquérants, est une chose qui n'a pas toujours mis fin même au régime interne ou provoqué une discrimination nationale, raciale ou socio-économique.

Il est évident que dans cette conception on ne peut pas lier l'impérialisme à une certaine période, à un régime spécifique ou au degré de son développement, exclusivement à des guerres de conquête ou à une destinée particulière à un continent.

Les politiques perse, macédonienne et romaine dans l'Antiquité, celles des empires germanique, espagnol et d'autres puissances du Moyen-Age, comme celles de divers Etats capitalistes de l'époque moderne, peuvent servir d'exemple saillant de l'aboutissement du rôle impérialiste sous toutes ses formes et ses destinées fort variées.

La Russie tsariste et les Etats-Unis, bien que considérés sans tradition coloniale aucune, bien que ce fût dans leur voie et sans guerre internationale, et pour cette raison d'une manière tout à fait différente de celle des puissances coloniales d'Europe, — elles aussi savaient imposer leur autorité sur beaucoup de nations, agrandir l'étendue de leur domination et construire leur puissance impériale sans doute loin de leurs frontières et des limites de leur continent, encore au siècle dernier (8).

Les manières d'annexer à l'URSS les provinces de la Pologne orientale, les Etats baltiques puis les régions nordiques de la Roumanie, comme le détachement de la Yougoslavie du bloc occidental, le soulèvement en Pologne et en Hongrie en 1956, et avant cela la révolte au Tibet contre la Chine et l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie en 1968 — prouvent l'existence des aspirations impérialistes également chez les Etats de régime socialiste.

Les leaders africains les plus importants, à la tête des Etats et des gouvernements passés et actuels, comme Azikiva, Senghor, Dia, Houphouët-Boigny et d'autres, ont montré plus d'une fois l'expression de leur crainte devant l'impérialisme communiste; d'ailleurs, d'importants théoriciens du camp marxiste (9) et aussi quelques dirigeants des démocraties populaires en signalent l'existence, bien que seulement après le commencement de la déstalinisation (leur argument se renforce aujourd'hui avec l'écroulement

(6) M. MUSHKAT, *Théorie et Pratique des Relations Internationales* (Hébreu), Tel-Aviv, 1959, p. 237.

(7) K.Y. TWITCHETT, *Colonialism, Political Studies* n° 3/1965, pp. 300-301.

(8) *Idem*, p. 308.

(9) GRUNDY, *op. cit.*, p. 73.

des blocs, l'exigence du polycentrisme dans le mouvement communiste, et pour changer les bases ou même amener la dissolution du Pacte de Varsovie) (10).

De plus, les dangers du micro-impérialisme n'ont pas échappé aux yeux des personnalités africaines dans le continent lui-même, dangers liés non seulement aux desseins de domination de l'Égypte, mais aussi aux projets du Grand Ghana, de la Grande Somalie, du Grand Mali, etc., desseins de sujétion de la part de divers Etats et peuples africains envers d'autres Etats et peuples de ce continent.

C'est pourquoi, il ne faut pas confondre la politique d'impérialisme avec le colonialisme. Ce dernier constitue seulement une expression particulière du premier qui est liée non pas simplement à la conquête de l'espace étranger et à la liquidation de son indépendance politique, mais aussi aux résultats des conquêtes d'une nation. Celle-ci, même quand elle ne proclame pas clairement sa supériorité sur les nations conquises par elle, considère du moins ces dernières comme étant une race sans importance; elle leur impose, non seulement sa volonté en matière politique, mais aussi dans le domaine social, par un régime de discrimination et de séparation, quelquefois même par des conditions pouvant aller jusqu'à l'extermination.

Un tel colonialisme n'est pas né à l'apogée de l'évolution du régime capitaliste, ni à l'apparition des trusts, des capitaux financiers et du partage du monde par les puissances. A la fin du Moyen-Age, dans le cadre des grands voyages des conquêtes d'Espagne en Amérique du Sud, lorsque sur l'arrière plan de la politique d'extermination des Indiens, déjà au 16ème siècle, on entendit les protestations de Francisco Vittoria et de tous les autres classiques de la science du droit international de cette époque, concernant le droit d'existence de toutes les nations, et d'interdiction des guerres coloniales qui ont pour but d'exterminer tous les conquis d'une autre origine. Sous l'influence de ces protestations les cruautés de ce colonialisme diminuèrent dans le continent américain.

Pendant qu'il changeait de peau et se contentait d'assurer sa domination et de maintenir le régime d'exploitation qu'il avait construit, il était implanté dans les diverses régions de l'Afrique tandis que d'autres contrées de ce continent, spécialement du Nord, étaient victimes seulement d'une politique impérialiste; elles sont devenues des régions de protectorat et des Etats vassaux de toute sorte; celles-là n'ont pas été meurtries par le cruel système colonial dont il a été question plus haut.

Même dans quelques contrées africaines au Sud du Sahara, surtout les francophones, où sont tout à fait exclus les composants de l'indépen-

(10) Voir les exposés du Secrétaire général du Parti Communiste Roumain du 16 mai 1966, « Al-Hamishmar » (Hébreu) 10 juin 1966.

dance politique, l'impérialisme n'a pas toujours approuvé le rude système colonial; c'est pourquoi y ont été créées des conditions qui après un certain temps ont apporté dans le cœur des habitants, l'espoir qu'ils pourraient devenir des « Français de couleur », que la culture française serait un jour la leur et que la fin de la domination et la solution à tous leurs problèmes viendraient avec l'assimilation et en adoptant la langue, la manière de vivre et les institutions des conquérants (11).

On peut conclure sur la diversité des systèmes impérialistes, de leur application également par des pays à régime socialiste et le spécifique dans le système colonial, système de différence entre les races; aussi du fait que la Chine communiste n'a pas hésité à blâmer l'URSS d'impérialisme, vu les efforts de la Chine de mettre un obstacle à l'approche des Soviétiques à la conférence afro-asiatique (la 2ème conférence de Bandoung qui devait avoir lieu en 1965 à Alger).

Les Chinois plaident alors que la Russie n'est pas un pays asiatique, que les pays asiatiques soviétiques dans leur totalité sont soumis au gouvernement des Russes qui sont de race blanche et n'ont pas moins le droit que les Américains de s'exprimer librement au sujet de la liberté des peuples de couleur (12).

Au même moment, les Indiens blâmèrent la Chine communiste lorsqu'elle attaqua leurs frontières en soulignant bien entendu non leur colonialisme, mais leur politique d'expansion impérialiste.

*
**

L'importance de la prétention à la supériorité raciale — facteur de séparation et de discrimination (et parfois d'extermination) que l'on retrouve parfois dans le colonialisme qui le différencie d'autres politiques impérialistes qui apparaissent parmi les races et les Etats de régimes identiques et différents dans tous les continents au cœur de l'Europe même, dans le passé et dans le présent — est démontrée non seulement par le régime d'oppression cruelle exceptionnelle dans quelques colonies, dans le nazisme et l'apartheid, mais aussi par la réaction particulière qui était imposée pratiquement à la plupart des opprimés d'Afrique, également dans le domaine culturel.

Cette réaction a causé la recherche de la personnalité africaine spécifique; la « négritude », le « blackism », c'est-à-dire le retour à l'héritage culturel et idéologique, racial, continental; ceci fut nécessaire quand il devint certain

(11) L. SÉDAR-SENGHOR, *Pierre Teilhard de Chardin et la politique africaine*, Dakar, 1962, p. 3.

(12) TWITCHETT, *op. cit.*, p. 314 et B. CORZIER, *The Struggle for the Third World*, *International Affairs*, July 1964, p. 442.

que dans les contacts avec les blancs et en conséquence de leur domination, les habitants du continent étaient non seulement rejetés en marge de la société et soumis aux conditions d'une économie d'exploitation humiliante, mais qu'aussi leur était refusée la possibilité de s'associer aux valeurs, aux sentiments, aux croyances et au domaine de la pensée européenne.

Dans ces conditions d'oppression culturelle, il est évident que les Africains étaient obligés de faire revivre les institutions et les idées du passé tribal tout en sachant que tout cela était dépassé et que beaucoup d'entre eux désiraient se libérer de ces idées, surtout avec vigueur dans leur vie en dehors du continent, mais aussi dans leur continent (13).

Ce mouvement s'est développé en dehors du continent — aux Etats-Unis, à Haïti, à Cuba, etc. Il est devenu aussi rapidement le facteur primordial de cristallisation de la solidarité, du panafricanisme et du nationalisme africain et aussi la base du messianisme, du radicalisme social et religieux, ainsi que la réaction à l'aliénation et à la complexité des autres problèmes psychologiques et culturels. La cause en était le joug économique et culturel du colonialisme et sa théorie de supériorité de la race blanche, en fermant toutes les portes aux noirs et en les forçant à construire pour eux-mêmes un monde à part dans la conception du ghetto, l'exil noir et le retour à la liberté dans un continent libéré de la servitude politique, sociale et culturelle en même temps (14).

Dans ces conceptions on trouve le début du « racisme » africain qui n'est pas un racisme au sens habituel, mais un phénomène historico-culturel tout à fait particulier, un « racisme antiraciste » comme l'a dit Jean-Paul Sartre et d'après la doctrine africaine qui s'est développée selon l'esprit de ce dernier (15).

Il est inutile de préciser que ce « racisme » n'a pas été créé comme un outil en vue d'une lutte pour la supériorité et la domination et non plus en vue d'une guerre de liberté politique comme cela s'est produit plus d'une fois dans le monde entier pour la libération des chaînes de l'autorité et d'une oppression impérialiste traditionnelle quelconque; il a servi et il sert encore dans la lutte contre l'esclavage particulier liée au régime colonialiste, régime non seulement d'asservissement, mais en même temps de mépris; c'est un régime qui a atteint le peuple opprimé au plus profond de son âme et même quand il ne veut pas vraiment son extermination il minimise d'une telle façon comme dans le système de l'apartheid, sa personnalité et sa dignité qu'il le condamne à un dépérissement physique,

(13) B. MALINOWSKI, *The Dynamics of Cultural Change*, New Haven, 1961, p. 58.

(14) G. BALANDIER, *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, Paris, 1963, 2^e édit., pp. 3 et ss.

(15) SENGHOR, *op. cit.*, p. 6.

national, spirituel, etc., en combinant l'esclavage politique avec l'humiliation raciste, sociale, économique et culturelle à la fois (16).

Il est évident que l'apogée de la politique coloniale, dont il est question ci-dessus, a été atteinte non en Afrique mais avec la pratique du nazisme, politique d'exterminer les nations « sans valeur » et de bâtir un régime de « peuple-seigneur », d'un HerrenVolk régissant sur toutes les nations du monde; ceci dit, il n'y a pas de doute que cette politique et ces idées étaient nourries de certaines conceptions racistes qui se retrouvent dans les résultats de l'évolution politico-socio-historique en Afrique au premier plan sous le régime étranger.

C'est pourquoi, on verra que sans la distinction entre l'impérialisme et le colonialisme de la sorte dont il est question ci-dessus, il est difficile de comprendre la réalité africaine avec ses phénomènes divers dans le passé, mais aussi de pénétrer au sein des nouveaux problèmes, des politiques et régimes de divers pays du continent, déjà arrivés à l'indépendance; la plupart ne redoutent plus qu'on supprime leur emblème national mais qu'ils soient appelés à retrouver leur dépendance en moyens dont le but, cette fois, ne serait plus de porter atteinte aux éléments de la souveraineté nationale extérieure ou de restreindre les libertés culturelles en fixant les formes de discrimination raciale dans leur territoire, mais ils redoutent en premier lieu l'oppression économique qui peut transformer en une fiction leur formule d'indépendance.

Ils ne redoutent plus alors le colonialisme racial, mais une politique surnommée « néo-colonialisme » et qui constitue avant tout une expression de l'impérialisme économique.

Malgré tous les dangers que cette politique représente pour la souveraineté, il n'y a rien de commun entre elle et le colonialisme de type inhumain décrit plus haut. Elle rappelle plus la « diplomatie du dollar » appliquée par les Etats-Unis en Amérique du Sud déjà à la fin du siècle dernier et plus encore au début du 20ème siècle (17), que les formes tristement célèbres de discrimination raciale ou de sujétion politique s'exprimant par une limitation officielle de la capacité d'agir dans l'arène internationale (18). A l'inverse de l'idée qui relie le néo-colonialisme cité ci-dessus et la crainte qu'il provoque de supprimer le statut d'indépendance politique (19), elle fonctionne en réalité comme un bras de la « guerre froide » dans le but d'enchaîner les anciennes colonies par des accords politiques, militaires et économiques à la métropole dont elles étaient détachées officiellement; ceci,

(16) A. IRELE, « Négritude or Black Cultural Nationalism », *The Journal of Modern African Studies*, n° 3/1965, p. 348.

(17) TWITCHETT, *op. cit.*, p. 315.

(18) M. MUSHKAT, *op. cit.* supra, note 6, pp. 191 et 237.

(19) M. PERHAM, *The Colonial Reckoning*, London, 1963, p. 13.

sans doute, au premier lieu pour assurer des profits ou des privilèges politiques et économiques, pas nécessairement à l'aide d'exportation de capitaux ou d'autres transactions financières en partie dans le cadre des activités des trusts internationaux sur lesquels on parle dans la doctrine marxiste.

La définition léniniste de l'impérialisme citée ci-dessus, pourrait peut-être contribuer à comprendre une certaine phase de l'évolution du régime capitaliste à la fin du siècle dernier et en premier lieu du côté économique; cependant elle ne convient pas au colonialisme, ni à son début puisqu'il précédait le capitalisme, ni à la politique du néo-colonialisme, un produit de l'époque de concurrence idéologico-politique entre les blocs; aussi ne peut-elle pas aider à comprendre, d'une part, l'impérialisme indépendant des fondements du régime du conquérant et des caractères de son idéologie, et d'autre part, les facteurs libres des éléments de classe, positifs en quelque sorte, dans la politique européenne impérialiste en Afrique, de même que la faiblesse, le morcellement et le retard du continent — conséquences de l'impérialisme et du colonialisme interne.

Il est évident que l'impérialisme, particulièrement sous sa forme coloniale extrême, n'a pas planté ses racines en Afrique pour chercher le bien-être du peuple local, mais a cherché son propre bénéfice; on ne peut douter non plus des profits retirés de la détresse des habitants des colonies, — gagnés en marge des trusts et de la grosse bourgeoisie — par les importateurs de matières premières coloniales à bon marché et les exportateurs de la coûteuse production européenne aux colonies, également par d'autres couches de la bourgeoisie, les couches moyennes et les classes ouvrières, tant dans les territoires des puissances coloniales, que dans les pays conquis, dans le gouvernement, dans les administrations, dans les différentes entreprises; c'est précisément cela qui a aggravé la politique d'exploitation, la stagnation et l'approfondissement de l'arriération et qui fit fréquemment du régime capitaliste démocratique le progressif dans ces pays, un bras pour l'existence de l'économie d'esclavage dans les régions de ces conquêtes en général et en Afrique en particulier (20).

Il ne faut quand même pas oublier que les débuts de cette politique et ses séquelles actuelles ne sont pas toujours liées au régime capitaliste, comme il ne faut pas oublier qu'un impérialisme quelconque, même sous sa forme coloniale la plus cruelle, n'est pas toujours sans contenir quelque chose de positif.

Le maintien de la domination étrangère et l'exploitation du territoire obligèrent très souvent, non seulement d'améliorer les conditions d'hygiène, de maintenir l'ordre public, de faire respecter la loi, de donner une éduca-

(20) L. SENGHOR, « A Community of Free and Equal Peoples with the mother Country », *Western World*, n° 18, octobre 1958, p. 40.

tion aux diverses couches où ils mobilisaient toutes leurs équipes de travailleurs, mais aussi d'améliorer l'agriculture, de développer diverses branches artisanales et industrielles et de faire progresser par là les relations économiques et sociales à la fois et en particulier; aussi en provoquant la cristallisation d'une conscience nationale et la naissance d'une élite spirituelle locale dont les résultats de la lutte réussirent à obtenir l'indépendance.

Cette chose n'a pas échappé aux yeux des leaders africains importants (21) qui trouvent souvent nécessaire même d'indiquer, par les ombres de l'impérialisme et du colonialisme, ses apports comme les lumières qu'ils commencèrent à faire brûler dans une certaine époque de leur vie (22).

Dans cette attitude ils sont bien plus proches de Marx et Engels que de Lénine et de ses successeurs. Les fondateurs du socialisme scientifique — comme on sait — ne se sont jamais limités à la seule critique de l'impérialisme britannique à l'égard de ses colonies et des pays soumis à son influence, notamment les Indes et la Chine. Ils n'ont pas hésité à attaquer aussi les systèmes pré-coloniaux dans ces pays et d'y discerner les modifications positives amenées par la culture européenne.

Aussi l'empire britannique était aux yeux de Marx et Engels l'instrument inconscient de l'histoire : il contribua à l'affaiblissement et à la disparition de systèmes anachroniques et répandit des notions et des institutions favorables à la promotion du change, du progrès et à l'élimination de l'arriération.

C'est également en accord avec l'approche de Marx et d'Engels que plusieurs leaders africains ne déniaient pas que les facteurs objectifs et historiques ont aussi exercé une influence négative sur le développement de leur continent (23). Ils sont de l'opinion que ce ne sont pas seulement l'impérialisme et le colonialisme qui ont produit la division, les antagonismes, l'exploitation, la misère et la servitude. Tout ceci existait en Afrique sous différentes formes déjà avant l'apparition des Européens. Car bien avant que les Européens eussent mis le pied en Afrique — celle-ci souffrait déjà d'un colonialisme interne (24).

La situation des nègres aux Etats-Unis dans le passé fut définie un jour par un éminent intellectuel noir comme l'expression du quasi-colonialisme

(21) F. HOUPHOUET-BOIGNY, « Black Africa and the French Union », *Foreign Affairs*, XXXV (July 1957) p. 598 and Obafemi AWOLOWO, *Forward to a New Nigeria*, London, 1957, p. 21.

(22) L. SÉDAR SÈNGHOR, « Some thoughts on Africa », *International Affairs*, XXXVIII (April 1962), p. 189 et GRUNDY, *op. cit.*, p. 69.

(23) Cf S. AVINERI, « K. Marx on Colonialism and Modernization », *Review of Politics*, 31, p. 173 (1969) et son livre sous le même titre, London, 1968.

(24) HOUPHOUET-BOIGNY, *op. cit.*, p. 594 et GRUNDY, *op. cit.*, p. 72.

(25). Il semble que cette appellation convient bien aussi à la définition du régime de la contrainte et de l'esclavage qui dominait encore dans le continent noir, *avant* qu'il fût conquis par les blancs, quand s'imposa à ces races, à ses tribus et à d'autres diverses communautés et organisations politiques, la domination d'autres races et communautés africaines. Il est évident que l'impérialisme et le colonialisme étrangers, les blancs, surent très bien exploiter ce régime et se servir de ses représentants; sous ce régime ils s'épanouirent avec une nouvelle vigueur (26).

Même le colonialisme africain intérieur n'appartient pas encore au passé, il s'exprime dans le cadre des diverses couches tribales qui continuent à exister avec leur influence, leurs prescriptions, leurs pressions, leurs querelles intertribales et les renversements politiques qui éclatent quelquefois sur cette toile de fond — querelles et insurrections souvent très graves qui ralentissent, bien sûr, le développement de ce continent.

Les causes du retard de ce continent et de sa situation difficile sont, pour cette raison, fort nombreuses; à côté de l'héritage de l'impérialisme et du colonialisme interne et étranger et d'autres facteurs spécifiques historico-sociaux de développement et de plus, très nouveaux, liés à une concurrence entre les blocs en conséquence de la guerre froide; aussi faut-il tenir compte des facteurs objectifs qui sont liés à l'influence de la nature cruelle, au climat tropical déprimant, etc. — facteurs dont on ne peut aisément vaincre leur influence négative.

On peut prévoir un échec de toutes les conceptions dogmatiques qui, expliquant l'arriération de ce continent, prennent en considération un seul côté du problème; les conceptions identiques indiquent les voies de son développement, construites seulement sur l'expérience d'autres nations, sont également condamnées à la déception.

C'est pour cela qu'augmente le nombre des leaders africains disant qu'il faut refuser d'imiter les institutions étrangères et qu'il ne faut pas se laisser tenter par l'exemple d'Europe occidentale, américain, scandinave, soviétique ou chinois. Bien qu'ils voient la nécessité d'apprendre d'eux, de tirer des conclusions de leur réussite et de leurs échecs — ils pensent que la réalité africaine, tout à fait particulière, oblige la recherche d'autres solutions; il semble qu'ils aient raison parce que la pratique déjà en cours et les tentatives de réalisation de diverses formules socialistes ou libérales, des

(25) A. CÉSAIRE, *Discours sur le colonialisme*, 3^e edit. Paris, 1958 et A. JRELE, *op. cit.*, p. 340.

(26) Obafemi AWOLowo, *The Autobiography*, Cambridge, 1960, p. 269; M. PERHAM, *A Restatement of Indirect Rule*, Africa, July 1954, p. 21 et B.B. SCHAFFER, « The Concept of Preparation », *World Politics*, n° 1/1965, p. 6.

(27) Cf L. SÉDAR SENGHOR, *Théorie et Pratique du Socialisme Sénégalais*, Dakar, 1964, p. 62.

principes de réforme agricole, la préférence de l'industrie lourde ou la libre concurrence de marché, d'après des modèles tout faits, empruntés à l'étranger — ont connu un échec total (27).

Il faut souligner qu'en ce qui concerne les recommandations de concentration, d'après l'expérience d'autres pays, pour la planification du développement de l'industrialisation — il devint clair qu'ils ignoraient tout à fait l'aggravation des conditions de sous-alimentation (laquelle provoque un accroissement de la nécessité d'importer la nourriture à cause de l'augmentation de la population et de la demande en raison de l'élévation du revenu par habitant) et l'indépendance accrue des pays développés à l'égard de l'approvisionnement agricole des pays agricoles. Donc, l'affaiblissement de l'économie et la crise inflationniste résultent, non seulement de l'investissement dans l'industrie lourde et les bases de l'économie, mais aussi de l'arriération de l'agriculture et de la pénurie d'alimentation et tout ce qui s'y rattache.

C'est pourquoi, les experts de l'ONU exigent un effort pour augmenter la production agricole, pour changer la structure de la propriété agricole, pour accroître la coopération agricole et empêcher l'émigration des villages vers les villes — efforts sans lesquels l'économie des pays non développés ne progresserait pas et pourrait même entrer dans une impasse (28).

Bien que l'imitation d'un système étranger et l'application des recommandations de développement, sans les adapter avec précision aux nécessités de l'endroit, entraînent une critique croissante, il n'y a pas de désaccord en ce qui concerne l'importance accrue de l'Etat en tant qu'outil pour le progrès de la société, son économie, son éducation, sa culture, etc. Son devoir est de garder les ressources naturelles locales et de les mettre à la disposition du peuple en limitant les droits des étrangers, avec l'esprit d'entreprise nécessaire pour faire fleurir le désert, pour améliorer l'agriculture, développer l'industrie, recruter des capitaux, des conseillers, etc (29).

Il devient évident que le rôle d'Etat n'est pas moins clair, non seulement en matière d'ordre public, de défense, d'éducation et de recherche scientifique, et bien entendu aussi, dans le règlement des relations internationales, mais aussi dans la cristallisation de l'unité nationale. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de l'humanité que l'unification de divers peuples et la fusion en une communauté sociale s'est créée par la construction de leurs Etats.

A l'inverse de la situation dans quelques Etats, spécialement en Europe orientale et centrale, (où les frontières politiques avaient aussi un caractère

(28) Voir *World Economic Survey*, New York, 1965 et U.N., *Survey of Africa and the Far East*, 1964.

(29) Cf D.N. BLAGOJEVIC, « The Role of the State in the Economic Development of Africa », *Review of International Affairs*, Belgrade, n° 387 (May 1966), p. 13.

ethnique et la citoyenneté — une expression d'une identité nationale), la plupart des pays de l'Europe occidentale et le continent américain dans ses deux parties ont créé leurs nations d'une image culturelle plus ou moins uniforme et dont la citoyenneté qui est rattachée dans une mesure non insignifiante, non pas à des éléments ethniques mais à une décision personnelle sinon à la décision des autorités, grâce à l'activité de leurs Etats.

Avec l'érection des Etats en partie nouveaux en Asie et spécialement en Afrique, et cela presque dans toute son étendue, une fonction semblable leur a été imposée, mais ici elle est en rapport uniquement avec les résultats de la domination impériale.

En tenant compte du développement historique en Europe et en utilisant la classification de Max Weber, nous distinguons ici, même aujourd'hui, entre des « nations-Etats » et des « Etats-nations » (30), Etats qui, aussi longtemps qu'ils n'ont pas une structure composée, fédérale ou autre (31) — sont ceux qui firent, comme l'Allemagne et l'Italie au siècle dernier, le travail de broderie de la synthèse nationale.

En effet, les nouveaux Etats africains doivent entreprendre ce travail seulement comme une conséquence d'un des plus pénibles aspects de l'héritage colonial. Nous ne devons pas souligner qu'avant son occupation, apparut aussi en Afrique, comme dans d'autres continents, des organisations étatiques.

Il y avait ceux qui, comme le Royaume de Savana, Bantou, Zoulou, Hashanti, Moussi, Bourenu et les Royaumes du Ghana, Congo, Uganda, etc. — créèrent à l'intérieur d'une contrée définie une culture, des coutumes religieuses et une tradition d'une destinée historique commune, une langue et des institutions propres.

En fait, ceux-ci étaient des Etats de nations différentes (32) dont une partie, comme les Tshaka dans l'Etat Zoulou et les Samouri en Guinée contemporaine, combattirent il y a longtemps et vigoureusement contre l'oppression coloniale et qui, jusqu'à ce jour, sont utilisés comme symbole de courage, comme une source de fierté et comme un signe de l'unique personnalité africaine (33).

En effet, le colonialisme les traitait comme des cadres tribaux seulement, d'autant plus que pendant la division du continent par les conquérants, plusieurs d'entre eux ou leurs différentes parties, furent incorporés dans

(30) Cf O. PFLANZE, « Nationalism in Europe », *The Review of Politics*, n° 2/1966, p. 140.

(31) M. MUSHKAT, *op. cit.*, p. 219.

(32) M. FORTES and E. EVANS-PRICHETT, *Political System in Africa*, London, 1960, *passim* and P. CURTIN, « African Nationalism », *The Review of Politics*, n° 2/1966, pp. 144-145.

(33) IRELE, *op. cit.*, p. 322.

des frontières artificielles communes ou dans diverses zones d'occupation, le tout conformément aux arrangements à ce sujet par les puissances européennes et conformément à leur seule décision.

Et même si ces puissances n'annulèrent pas au début, ou ne purent souvent abolir les institutions des conquis, et aussi, comme il est dit plus haut, s'ils les utilisèrent ainsi que leurs leaders dans le but de maintenir plus aisément leur régime en faisant des rois et des chefs tribaux une autorité qui était rattachée au régime colonial et obligée d'agir dans l'intérêt de ce régime — le nationalisme africain et la souveraineté ne furent pas seulement très durement frappés, mais en fait le sol leur fut retiré sous leurs pieds.

Ainsi, les nations africaines furent transformées en tribus par les blancs, et leurs institutions politiques et leurs leaders devinrent un bras de l'appareil colonial.

Donc l'occasion fut enlevée au futur mouvement de libération nationale de s'appuyer sur les restes d'un régime traditionnel pré-colonial qui devinrent les forteresses du conservatisme, de l'intérêt et de la coopération « tribale » avec le conquérant — un fait qui obligea et oblige encore les forces anti-colonialistes à abandonner leur effort en vue de faire revivre les Etats qui existèrent ici dans le passé et de reconstruire les bases du nationalisme dans le continent, dans les frontières artificielles qui furent créées par le colonialisme (34).

Des facteurs de racisme et de discrimination sociale et nationale qui sont implantés dans le colonialisme et qui ont laissé leur trace cruelle dans tout le continent, donnèrent naissance en fait, au début, à un nouveau sens de nationalisme, cette fois entièrement continental.

Comme il a été établi, il trouva son expression dans le mouvement panafricain qui, à propos, fut nourri au début de l'opposition à l'inégalité et à l'exploitation en ce qui concerne les noirs hors des côtes africaines, devenant seulement avec le temps un instrument idéologique dans la lutte pour la libération du continent africain.

En effet, il découvrit rapidement qu'il n'est pas possible d'obtenir la liberté simultanément dans tout le continent et également que l'accomplissement des tâches de développement et de progrès dans des régions différentes est beaucoup plus facile et réalisable que d'essayer de les accomplir simultanément dans tout le continent.

C'est pourquoi, il était nécessaire pour le mouvement anti-colonialiste, d'adopter la supériorité de primauté du nationalisme qui fut implanté d'une manière artificielle par le colonialisme, des nationalismes du Kenya,

(34) CURTIN, *op. cit.*, pp. 147 et 151.

de Guinée, de Côte d'Ivoire, d'Uganda, de Ghana, de Malawi, etc. sur le nationalisme et la souveraineté originaux et quasi-tribaux, aussi bien que sur le nationalisme le pan-africain. Une profonde croyance dans la destinée commune et dans les intérêts de tout le continent protège en principe ce nationalisme nouveau contre la décrépitude nationaliste et pourrait faciliter dans l'avenir une unité politique du continent; mais cela ne le protège pas toutefois des tendances et des conflits irrédentistes, même au niveau d'une guerre.

Plusieurs facteurs dans la guerre civile du Congo et au Nigéria, et d'autre part, le désir des Somaliens de l'autre côté de toutes les frontières de s'unifier et des désirs semblables et contraires dans beaucoup d'autres endroits, montrent l'extraordinaire difficulté qu'apportent les nouveaux Etats en Afrique dans leur mission de broder leurs nations.

Nous voyons ainsi que le continent n'atteindra pas aisément la stabilité et ne créera pas de meilleures conditions pour sa complète libération et pour son développement, sans remplir la tâche mentionnée ci-dessus; dans le grand paradoxe de l'Afrique, on peut mentionner aussi la volonté de s'abreuer aux traditions et le besoin de les cultiver, et de l'autre côté les efforts nécessaires pour les briser et s'appuyer dans le domaine de la souveraineté sur le cadre qui a été fixé par le détestable régime colonial et pour construire des Etats-nations modernes nouveaux dont on ne peut pas éviter au commencement le caractère artificiel.

Seuls ces efforts peuvent mettre fin aux résidus des nations-Etats tribales historiques, qui, comme il a été dit plus haut, sont devenus un appui pour la domination étrangère, et qui sont maintenant, en général, un facteur qui tend à faire échouer les efforts pour plus d'indépendance et de progrès du continent.

